

Enquête auprès d'experts sur l'environnement mondial de l'information 2025

Résumé 2025.4 à l'intention des

SYNOPSIS

L'environnement de l'information, et ceux qui l'étudient, sont sous pression. Pour mieux comprendre l'environnement de l'information, l'IPIE a interrogé 438 chercheurs dans 76 pays en juin 2025. Nous présentons les résultats sous l'angle de la sécurité épistémique : fiabilité des chaînes d'approvisionnement en informations, des producteurs aux décideurs.

C'est la troisième année que cette enquête est réalisée, et les experts citent à nouveau l'exactitude et la diversité comme signes de santé. Le pessimisme s'est accru : en 2023, 54 % des personnes interrogées s'attendaient à ce que l'environnement de l'information se dégrade ; aujourd'hui, elles sont 72 % à le penser. Les trois quarts (75 %) des personnes interrogées considèrent que l'absence de responsabilité des plateformes constitue la menace mondiale la plus grave. Dans ce cadre, nous considérons l'intégrité comme l'exactitude, le pluralisme comme la diversité des points de vue et les mesures de protection institutionnelle comme la responsabilité et la protection des chercheurs et des journalistes. L'enquête de cette année met en avant trois nouveaux résultats.

Les experts font état d'effets complexes liés à l'utilisation des réseaux sociaux.

- Les personnes interrogées estiment que les réseaux sociaux ont accentué la polarisation (88 %) tout en favorisant la participation politique (61 %).
- Plus des trois quarts (80 %) estiment que les moteurs de recherche sont positifs, surtout par rapport aux systèmes de recommandation, aux réseaux sociaux et à l'IA.

Les chercheurs subissent des effets dissuasifs et se heurtent à des obstacles organisationnels pour étudier l'environnement de l'information.

- Un tiers des experts (34 %) admettent s'autocensurer sur les réseaux sociaux pour des raisons de carrière. Les experts des pays en développement sont plus susceptibles de s'autocensurer (40 %).
- Environ un quart des experts (23 %) craignent de perdre leur financement et déclarent avoir été harcelés ou ont vu leurs informations personnelles divulguées en raison de leur travail.
- Près des trois quarts (73 %) font état d'effets dissuasifs, comme l'autocensure, le harcèlement, l'intervention politique directe ou la crainte de perdre leur financement.

De plus en plus, la communauté des experts s'accorde sur les réponses politiques à apporter à l'ère de l'IA : des mesures qui fonctionnent en tant que protections épistémiques.

- Près de deux tiers (60 %) des experts recommandent que les contenus générés par l'IA soient clairement identifiés comme tels.
- Plus des trois quarts des experts conviennent de la nécessité de vérifier régulièrement les algorithmes afin d'identifier et d'atténuer les biais.
- Au niveau du système, les experts sont très favorables à la protection des journalistes, au financement d'initiatives d'éducation aux médias et à l'application des normes relatives à la liberté d'information.

Ce résumé à l'intention des décideurs politiques s'appuie sur les résultats du rapport de synthèse [*Expert Survey 2025: Trends in the Information Environment 2025*](#) (Enquête auprès d'experts 2025 : tendances de l'environnement de l'information 2025).

INTRODUCTION

L'expansion rapide des smartphones, des plateformes de réseaux sociaux et des technologies basées sur l'IA a profondément modifié les moyens par lesquels les gens communiquent, apprennent, accèdent aux divertissements et restent informés [1], [2]. Si ces évolutions ont permis d'atteindre des niveaux de connectivité et de partage d'informations sans précédent, elles ont également suscité de vives inquiétudes parmi les chercheurs, les décideurs politiques et le grand public. Les principales préoccupations portent sur la prolifération de contenus nuisibles, les biais algorithmiques, les menaces pour la vie privée, le cyber espionnage et la guerre informatique, ainsi que la désinformation et la polarisation [3]. Ces défis s'inscrivent dans le contexte d'une crise des médias d'information : la confiance du public dans les médias d'information est historiquement faible et en baisse constante, l'intérêt pour l'information diminue et l'évitement de l'information s'accroît [4], [5].

Pire encore, des acteurs puissants du monde entier cherchent à prendre le contrôle de l'environnement de l'information et à promouvoir des récits qui servent leurs intérêts, même au détriment des normes démocratiques. Les leaders populistes de droite, en particulier, ont stratégiquement utilisé les théories du complot et la désinformation à des fins politiques, sapant ainsi les institutions démocratiques et érodant davantage la confiance dans les sources d'information fiables [6]. Dans les pays qui connaissent un recul démocratique, les chercheurs sont aujourd'hui confrontés à des obstacles croissants dans la recherche sur l'environnement de l'information, notamment un accès réduit au financement et des contraintes de plus en plus fortes en matière de liberté universitaire et de liberté d'expression.

En outre, l'essor des outils d'IA générative a ajouté une nouvelle couche complexe à ce paysage en évolution rapide [7]. Ensemble, ces transformations soulignent le besoin de recherches solides et interdisciplinaires sur les environnements d'information locaux et mondiaux. Le rapport de synthèse principal examine certaines des tendances nuancées et contraires. Par exemple, les experts notent que les réseaux sociaux ont aggravé la polarisation tout en favorisant la participation politique.

Pour recueillir les évaluations des experts sur l'environnement de l'information, l'IPIE a mené une enquête mondiale en 2023 et 2024 [8], [9]. Les principaux objectifs de ce programme sont d'identifier les domaines de consensus et de divergence, ainsi que de suggérer des orientations pour la recherche future. Chaque année, des experts partagent leurs points de vue sur l'état actuel, les principales caractéristiques, les menaces et l'avenir de l'environnement de l'information dans leur pays d'expertise.

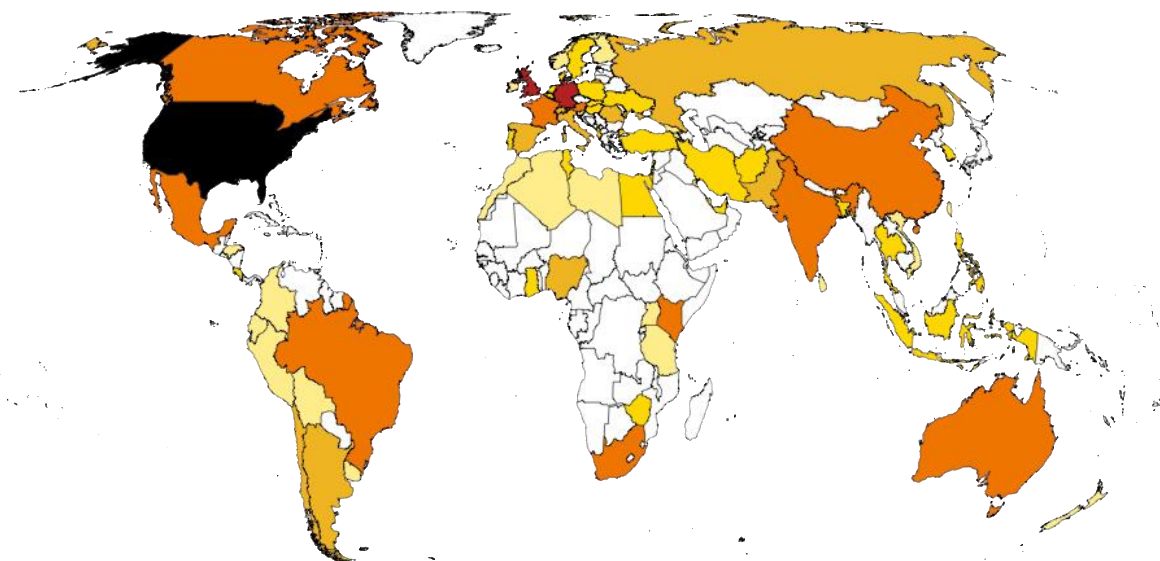
Ce résumé à l'intention des décideurs politiques présente les principales conclusions de la 2025 Expert Survey (Enquête auprès d'experts 2025), qui évalue les caractéristiques déterminantes d'un environnement de l'information sain, identifie les menaces les plus pressantes pour son intégrité, examine les stratégies de renforcement de la résilience et met en évidence les obstacles auxquels les experts sont confrontés. Cette année, le rapport examine deux nouveaux thèmes : les risques pour les chercheurs qui étudient l'environnement de l'information et les effets des

plateformes de réseaux sociaux ainsi que les dilemmes liés à la modération des contenus. Quatre questions de recherche ont guidé le rapport cette année :

1. Qu'est-ce qui constitue un environnement de l'information sain ?
2. Quelles sont les principales menaces pesant sur l'environnement de l'information ?
3. Comment renforcer la résilience et améliorer l'environnement de l'information ?
4. Quels sont les principaux défis et obstacles auxquels les experts sont confrontés ?

Entre juin et juillet 2025, 438 chercheurs experts dans 76 pays ont participé à l'enquête (voir la Figure 1). Alors que l'expertise s'est concentrée sur des pays comme les États-Unis et des régions comme l'Europe occidentale, des pays de la majorité mondiale comme le Brésil, la Chine, le Kenya, l'Inde et le Mexique sont représentés, ainsi que des régions peu étudiées. L'échantillon de cette année est encore plus mondial que celui de l'année dernière, avec une augmentation de 15 % de la couverture des pays (66 contre 76), une augmentation de 6 % du nombre de personnes interrogées (412 contre 438) et une augmentation de 6 points de pourcentage de la proportion d'experts sur les « économies en développement » telles que définies par l'Organisation des Nations unies pour le commerce et le développement (34 % contre 40 %).

Figure 1. Expertise des personnes interrogées par pays



Remarque : ○ = 0, ● = 1, ● = 2-5, ● = 5-10, ● = 10-30, ● = 30-50, ● = 141. Les experts pouvaient sélectionner jusqu'à deux pays (c'est pour cette raison que le total est de 577 et non de 438) ; projection de la carte : Projection Equal Earth.
Source : basé sur les données collectées par l'IPIE du 12/06/2025 au 07/07/2025.

RÉSULTAT 1 : LES EFFETS COMPLEXES DES RESEAUX SOCIAUX

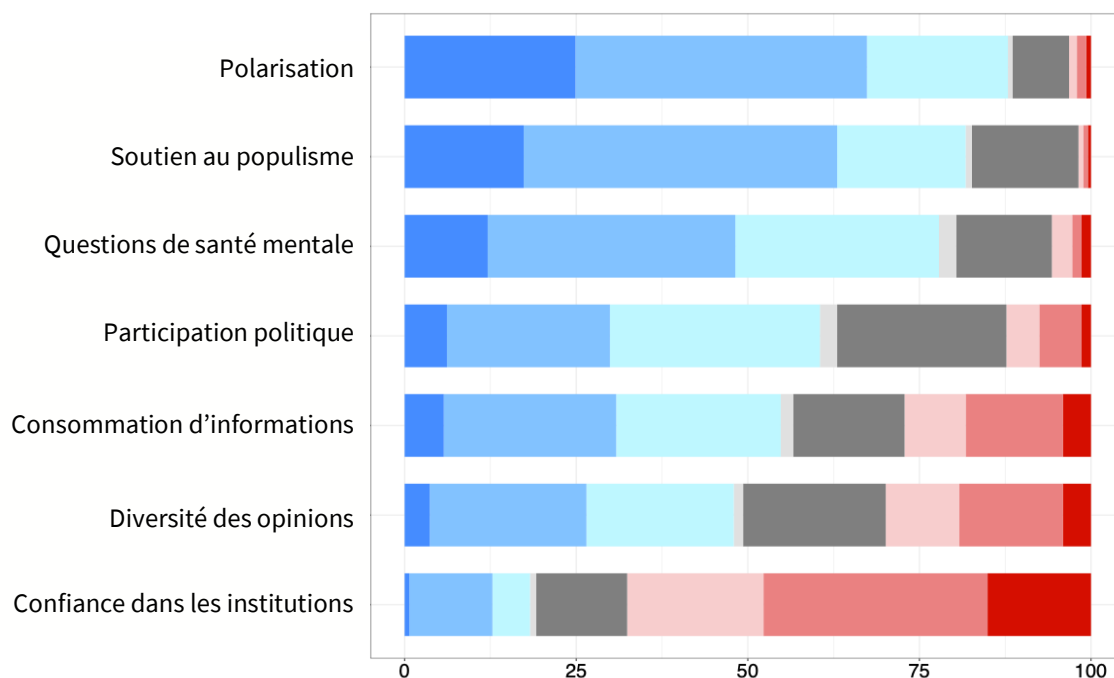
RÉSULTAT PRINCIPAL

Les experts estiment que les réseaux sociaux ont accentué la polarisation tout en favorisant la participation politique.

Les réseaux sociaux sont souvent considérés comme une menace pour l'environnement de l'information. La Figure 2 montre que les avis des experts sont nuancés. D'une part, les experts considèrent que les réseaux sociaux ont accru la polarisation politique, le sentiment populiste et les problèmes de santé mentale, et qu'ils ont amoindri la confiance dans les institutions. D'autre part, les experts reconnaissent également que les réseaux sociaux ont accru la participation politique.

Comme l'indique le rapport de synthèse, les experts considèrent que les plateformes de réseaux sociaux ont aidé les gens à être mieux informés sur toutes sortes de questions culturelles, économiques et politiques. Plus de 75 % des experts estiment que les moteurs de recherche ont eu des effets positifs sur la société. Le tableau est plus mitigé pour l'intelligence artificielle, les réseaux sociaux et les systèmes de recommandation, la même proportion d'experts estimant qu'ils ont eu des effets positifs et négatifs.

Figure 2. Effets complexes des réseaux sociaux sur l'environnement de l'information



Remarque : « Dans votre principal pays d'expertise, dans quelle mesure les plateformes de réseaux sociaux ont-elles accru ou réduit les phénomènes suivants ? » ● = Fortement accru, ● = Accru, ● = Légèrement accru, ● = Ne sait pas, ● = Ni l'un ni l'autre, ● = Légèrement réduit, ● = Réduit, ● = Fortement réduit.

Source : basé sur les données collectées par l'IPIE du 12/06/2025 au 07/07/2025.

RÉSULTAT 2 : EFFETS DISSUASIFS ET OBSTACLES

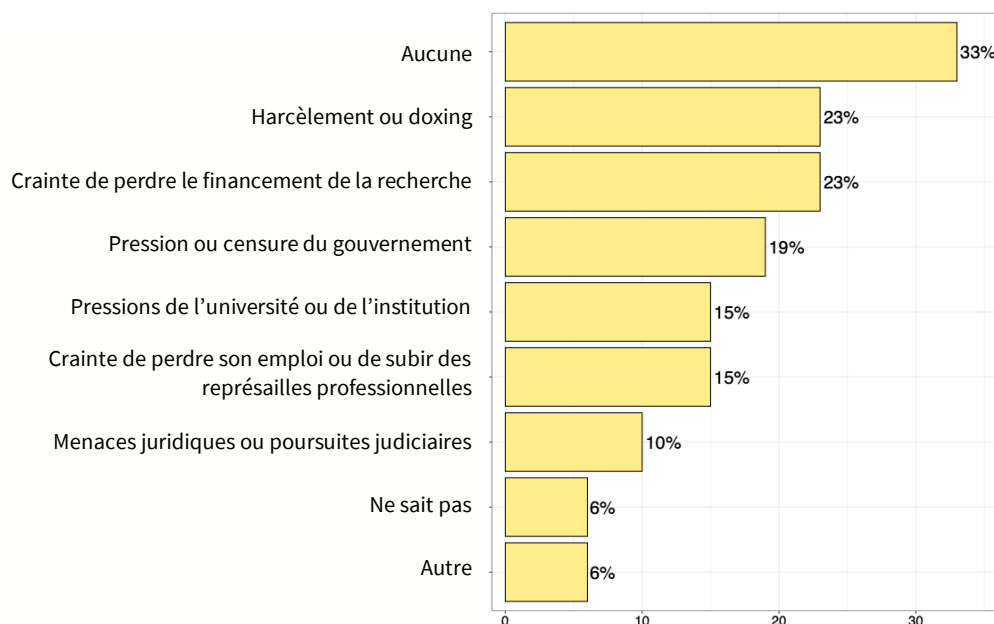
RÉSULTAT PRINCIPAL

Deux tiers des experts ont fait état d'une forme ou d'une autre de harcèlement, d'intervention ou d'effets dissuasifs du travail scientifique qu'ils accomplissent.

Les chercheurs sont aujourd'hui confrontés à des formes importantes de harcèlement, d'intervention ou d'effets dissuasifs du travail scientifique qu'ils accomplissent. Comme le montre la Figure 3, deux tiers (66 %) de la communauté des chercheurs interrogés cette année ont fait état d'une forme ou d'une autre de harcèlement ou d'intervention, ou d'un effet dissuasif sur le travail scientifique qu'ils accomplissent. Près d'un quart des experts ont déclaré avoir subi du harcèlement ou du doxing (divulgaration malveillante d'informations personnelles), et un pourcentage similaire d'experts a craint de perdre le financement de ses recherches. Nombre d'entre eux ont également déclaré avoir subi des pressions ou une censure de la part de leur gouvernement, craint de perdre leur emploi ou de faire l'objet de représailles professionnelles et subi des pressions de la part de leur université.

Comme indiqué dans le rapport de synthèse, conformément aux Enquêtes auprès d'experts 2023 et 2024 de l'IPIE, les obstacles les plus fréquemment mentionnés sont les contraintes de financement (62 %) et l'accès insuffisant aux données (49 %). Un tiers des experts ont déclaré s'autocensurer sur les réseaux sociaux pour des raisons de carrière (34 %). Dans l'ensemble, 73 % des experts ont fait état d'une forme ou d'une autre de harcèlement, d'intervention, d'effet dissuasif ou d'autocensure.

Figure 3. Préjudices subis par les experts



Remarque : « Avez-vous fait l'expérience de l'un des éléments suivants dans le cadre de votre recherche ? Sélectionnez toutes les réponses possibles. »

Source : basé sur les données collectées par l'IPIE du 12/06/2025 au 07/07/2025.

RÉSULTAT 3 : RECOMMANDATIONS POLITIQUES POUR L'ÈRE DE L'IA

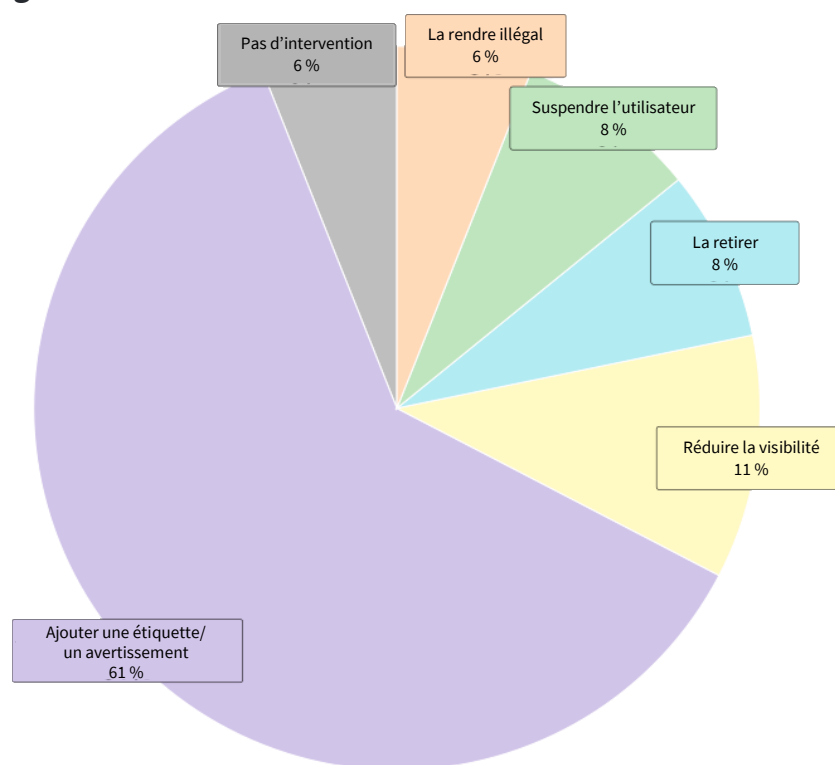
RÉSULTAT PRINCIPAL

Deux tiers des experts s'accordent à dire que les contenus générés par l'IA doivent être clairement identifiés comme tels.

Les experts ont été interrogés sur les mesures à prendre concernant divers types de contenus potentiellement nuisibles sur les réseaux sociaux, comme les contenus faisant l'apologie de la violence, les discours haineux, les contenus offensants et la désinformation. Nous présentons ces résultats dans le rapport de synthèse et nous nous concentrons ici sur les contenus générés par l'IA (voir Figure 4). Une grande majorité d'experts estime qu'il est approprié et souhaitable d'étiqueter clairement les contenus générés par l'IA (60 %), voire de réduire la visibilité de ces contenus (11 %).

Comme l'indique le rapport de synthèse, et comme l'année dernière, plus de trois quarts des experts (83 %) considèrent que l'étiquetage des contenus générés par l'IA améliorerait l'environnement de l'information. Ils ont également des avis similaires sur la valeur des conseils en matière de littératie numérique et médiatique et de vérification des faits, ainsi que sur l'étiquetage des contenus erronés et des sources non fiables. Plus de deux tiers des experts s'accordent à dire que les algorithmes doivent faire l'objet de vérifications régulières afin d'identifier et d'atténuer les biais, de promouvoir activement la diversité des opinions et d'exposer les utilisateurs à des points de vue qu'ils ne rencontreraient peut-être pas autrement.

Figure 4. Protection à l'ère de l'IA



Remarque : « Pour chacun des types de contenus ou de comportements suivants sur les réseaux sociaux, indiquez l'action que vous jugez la plus appropriée et la plus souhaitable. Sélectionnez une action par ligne. » Nous nous concentrons ici sur les contenus générés par l'IA. Un pour cent des participants ont choisi l'option de réponse « Ne sait pas ».

Source : basé sur les données collectées par l'IPIE du 12/06/2025 au 07/07/2025.

CONCLUSION

Cette enquête doit être interprétée comme une évaluation de la sécurité épistémique : fiabilité des chaînes d'approvisionnement en informations qui transmettent les faits des producteurs aux décideurs. Elle révèle un système où l'intégrité des preuves, le pluralisme des points de vue et les mesures de protection institutionnelle sont tous soumis à des pressions. Traiter l'environnement mondial de l'information comme une infrastructure critique aide à traduire les résultats de la recherche en responsabilités concrètes pour les gouvernements, les plateformes, les entreprises et la société civile.

Le présent résumé à l'intention des décideurs politiques révèle plusieurs domaines de consensus qui se sont renforcés au fil du temps : les personnes interrogées ont exprimé un fort consensus sur le fait que les facteurs les plus importants contribuant à un environnement de l'information sain portent sur la disponibilité d'informations exactes et la diversité des points de vue [9], [10].

Trois nouveaux résultats se distinguent. Premièrement, les effets des principales technologies sont complexes : certaines plateformes de réseaux sociaux peuvent amplifier la polarisation même lorsqu'elles élargissent la participation, tandis que d'autres sont perçues comme soutenant de manière plus fiable les choix éclairés. Deuxièmement, les chercheurs qui produisent et testent les connaissances sont confrontés à des contraintes croissantes, ce qui affaiblit notre résilience institutionnelle face à de graves préjudices liés à la technologie. Troisièmement, il existe un large consensus parmi les experts sur les mesures de protection pratiques à mettre en place à l'ère de l'IA.

La recherche appliquée contribue à l'élaboration de solutions politiques. Les gouvernements, les plateformes, les entreprises et la société civile doivent renforcer la traçabilité et la divulgation lorsque le contenu est synthétique ou évolue rapidement. Les régulateurs doivent exiger une vérification régulière et indépendante des algorithmes et permettre aux chercheurs qualifiés d'accéder aux données dans le cadre de mesures de protection claires. Les autorités et les institutions publiques doivent protéger les journalistes et les chercheurs et renforcer les règles de transparence de sorte que les preuves puissent circuler intactes. Les autorités chargées des médias et de la concurrence doivent élargir leur exposition à diverses sources, en particulier là où la propriété est concentrée.

La sécurité épistémique n'est pas un idéal abstrait : c'est un plan de travail institutionnel. En appréciant les complexités de la politique technologique, en soutenant la recherche nécessaire à l'évaluation et à l'élaboration de mesures de protection et en tenant les plateformes pour responsables, les décideurs peuvent renforcer les chaînes d'approvisionnement en informations dont dépendent les choix démocratiques, l'action en faveur du climat et la paix. L'étape suivante consiste à passer du diagnostic au déploiement : intégrer la résilience dans la législation, les politiques, les produits et les pratiques quotidiennes afin que les décisions restent ancrées dans des preuves crédibles.

Une copie du questionnaire complet, du code et des données de réplication est disponible sur [GitHub](#). L'enquête a été approuvée par le comité d'éthique de l'IPIE (IPIE_Ethics_Panel_2025_004). Le rapport complet est disponible sur www.IPIE.info.

RÉFÉRENCES

- [1] P. Lorenz-Spreen, L. Oswald, S. Lewandowsky et R. Hertwig, "A systematic review of worldwide causal and correlational evidence on digital media and democracy," *Nature Human Behaviour*, vol. 7, n° 1, p. 74–101, 2023, doi : 10.1038/s41562-022-01460-1
- [2] V. Capraro *et al.*, "The impact of generative artificial intelligence on socioeconomic inequalities and policy making," *PNAS nexus*, vol. 3, n° 6, 2024, doi : 10.1093/pnasnexus/pgae191
- [3] World Economic Forum, "The Global Risks Report 2025," Insight report 20th edition, 2025. [En ligne]. Disponible sur : https://reports.weforum.org/docs/WEF_Global_Risks_Report_2025.pdf
- [4] N. Newman, A. Ross Arguedas, C. T. Robertson, R. K. Nielsen et R. Fletcher, "Reuters Institute digital news report 2025," Reuters Institute for the Study of Journalism, 2025, doi : 10.60625/RISJ-8QQF-JT36
- [5] S. Altay, R. Fletcher et R. K. Nielsen, "News participation is declining: Evidence from 46 countries between 2015 et 2022," *New Media & Society*, p. 5110-5131, 2024, doi : 10.1177/14614448241247822
- [6] P. Törnberg et J. Chueri, "When do parties lie? Misinformation and radical-right populism across 26 Countries," *The International Journal of Press/Politics*, Jan. 2025, doi : 10.1177/19401612241311886
- [7] International Panel on the Information Environment [I. Trauthig, P. N. Howard, S. Valenzuela (eds.)], "The Role of Generative AI Use in 2024 Elections Worldwide", Zurich, Switzerland: IPIE, 2025. Document technique, TP2025.2, doi : 10.61452/HZUE9853
- [8] International Panel on the Information Environment [H. Au, M. Elswah, S. Valenzuela, WHK Chun, Y. M. Kim, P. N. Howard (eds.)], "Trends in the Global Information Environment: 2023 Expert Survey Results", Zurich, Switzerland: IPIE, 2023. Synthesis Report, SR2023.3, doi : 10.61452/BENZ7498
- [9] International Panel on the Information Environment [S. Altay, S. Valenzuela, WHK Chun, Y. M. Kim, P. N. Howard (eds.)], "Trends in the Global Information Environment: 2024 Expert Survey Results", Zurich, Switzerland: IPIE, 2024. Synthesis Report, SR2024.2, doi : 10.61452/QDLY4609
- [10] International Panel on the Information Environment [S. Altay, S. Valenzuela, P. N. Howard (eds.)], "Trends in the Information environment: 2025 Expert Survey Results", Zurich, Switzerland: IPIE, 2025. Synthesis Report, SR2025.2, doi : 10.61452/GZNW1970

REMERCIEMENTS

Contributeurs

Auteurs rédacteurs : Sacha Altay (scientifique consultant, Suisse), Sebastián Valenzuela (directeur scientifique de l'IPIE et président du comité scientifique et méthodologique, Chili), Philip N. Howard (président et directeur général de l'IPIE, Canada/Royaume-Uni). Réviseurs externes indépendants : Michael Chan, Patrícia Rossini, Pablo González-González. Lecture juridique : David Kelly. Conception : Domenico Di Donna. Révision : Beverly Sykes. Nous remercions le comité scientifique et méthodologique de l'IPIE pour ses commentaires : Shelley Boulianne (membre, Canada/Royaume-Uni), Frank Esser (membre, Allemagne/Suisse), Lisa Given (membre, Canada/Australie), Stephan Lewandowsky (membre, Australie/Royaume-Uni), Eva Navarro-López (membre, Espagne/Royaume-Uni). Nous remercions également Morgan Wack pour ses précieux commentaires. Nous remercions le secrétariat de l'IPIE pour son soutien : Lola Gimferrer, Egerton Neto, Wiktoria Schulz, Donna Seymour, Anna Staender et Alex Young.

Citation préférée

Le *Résumé pour les décideurs politiques* de l'IPIE fournit un aperçu de haut niveau de l'état des connaissances et est rédigé pour un large public. Un *rapport de synthèse de l'IPIE* utilise des techniques de méta-analyse scientifique, d'étude systématique et d'autres outils d'agrégation des preuves, de généralisation des connaissances et d'établissement d'un consensus scientifique. Il est rédigé à l'intention d'un public d'experts. Un *Document technique de l'IPIE* aborde des questions de méthodologie ou fournit une analyse politique sur un problème réglementaire précis. Tous les rapports sont disponibles sur le site web de l'IPIE (www.IPIE.info).

Ce document doit être cité comme suit :

International Panel on the Information Environment [S. Altay, S. Valenzuela, P. N. Howard (eds.)], "Expert Survey on the Global Information Environment 2025: Safeguarding Epistemic Security" Zurich, Switzerland: IPIE, 2025. SFP2025.4, doi : 10.61452/ZLFA1074.

Financeurs

L'International Panel on the Information Environment (IPIE, Panel international sur l'environnement de l'information) remercie ses organismes de financement pour leur soutien. Pour une liste complète des partenaires financiers, veuillez consulter www.IPIE.info. Tout avis, toute constatation, conclusion ou recommandation exprimé(e) dans ce document sont ceux ou celles de l'IPIE et ne reflètent pas nécessairement les points de vue des organismes de financement.

Déclaration d'intérêts

Les rapports de l'IPIE sont élaborés et révisés par un réseau mondial de chercheurs affiliés et de scientifiques consultants qui constituent des groupes scientifiques spécialisés et des équipes de collaborateurs. Tous les contributeurs et réviseurs remplissent des déclarations d'intérêts, qui sont examinées par l'IPIE aux stades appropriés du travail.

Informations sur les droits d'auteur



Ce document est placé sous licence Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0 International (CC BY-NC-SA 4.0).

À PROPOS DE L'IPIE

L'International Panel on the Information Environment (IPIE) est une organisation scientifique indépendante et mondiale qui s'engage à fournir les connaissances scientifiques les plus exploitables sur les menaces qui pèsent sur l'environnement de l'information dans le monde. L'IPIE, qui est basée en Suisse, a pour mission de fournir aux décideurs politiques, à l'industrie et à la société civile des évaluations scientifiques indépendantes sur l'environnement mondial de l'information en organisant, en évaluant et en valorisant la recherche, dans le but général d'améliorer l'environnement mondial de l'information. Des centaines de chercheurs du monde entier contribuent aux rapports de l'IPIE.

Pour plus d'informations, veuillez contacter l'International Panel on the Information Environment (IPIE), secretariat@IPIE.info. Seefeldstrasse 123, B.P. 8034 Zurich, Suisse.



International Panel on the
Information Environment
(Panel international sur
l'environnement de
l'information)

Seefeldstrasse 123,
B.P Box 8034 Zurich
Suisse

